

LA CONVERGENCE EST-ELLE SPONTANÉE ? EXPÉRIENCE COMPARÉE DE L'ESPAGNE, DU PORTUGAL ET DE LA GRÈCE

Bénédicte Larre et Raymond Torres

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	194
I. Le rattrapage : évidence empirique et considérations d'ordre théorique	195
A. Des expériences inégales de rattrapage	195
B. Complexité du concept de rattrapage	198
II. Trois pays d'Europe méridionale : caractéristiques et réformes structurelles	201
A. Caractéristiques structurelles	201
B. Créer un environnement propice : les réformes de marché.	206
III. Réformes structurelles et performance économique	211
A. Rôle des réformes de marché dans le processus de rattrapage.	211
B. Une amélioration lente des infrastructures socio-économiques.	220
Conclusions	220
Bibliographie.	223

Bénédicte Larre et Raymond Torres sont administrateurs à la Branche des Études nationales du Département des affaires économiques et statistiques. Les auteurs expriment leurs remerciements à John Helliwell, Jeffrey Shafer et Hannes Suppanz pour leurs commentaires approfondis et suggestions ainsi qu'à Jean-Claude Chouraqui pour ses observations et Raoul Doquin de Saint Preux pour son assistance dans le domaine statistique.

INTRODUCTION

Les niveaux de revenu des pays les plus pauvres et des pays les plus riches de la zone de l'OCDE ont cessé de se rapprocher lors du premier choc pétrolier, après une période de rattrapage de plus de **10** ans. Les pays d'Europe méridionale, en particulier l'Espagne, le Portugal et la Grèce, qui avaient enregistré des taux de croissance élevés durant les années 60 et au début des années 70 ont stagné par rapport à la moyenne européenne pendant la période qui a suivi. La Grèce est entrée dans la CEE en **1981**, l'Espagne et le Portugal en **1986**. Le revenu par tête dans les trois pays était très inférieur à la moyenne communautaire. Au cours des années récentes, les évolutions ont été différentes selon les pays. Dans les pays de la péninsule ibérique, la croissance a été plus rapide que dans les autres pays d'Europe, permettant une reprise du rattrapage. L'économie grecque, en revanche a pratiquement stagné. Le processus d'intégration européenne impose, dans un système de change stable, une égalisation des niveaux de prix à plus ou moins long terme. Au delà de cette convergence macro-économique, il pourrait favoriser un rapprochement des niveaux de revenu par tête des pays participants. Dans cet article, on s'intéresse plus particulièrement à ce dernier type de convergence et notamment à l'expérience des pays d'Europe méridionale. Dans quelle mesure ces pays sont-ils engagés dans un tel processus de rattrapage? Le processus est-il spontané? Quels sont les facteurs qui lui sont propices?

La première partie de l'article retrace les évolutions dans le groupe des pays de l'OCDE et présente certaines considérations théoriques sur le processus de rattrapage. La deuxième partie est centrée sur l'Espagne, le Portugal et la Grèce, une attention particulière étant portée aux aspects structurels qui les caractérisent au début des années 80 et aux politiques micro-économiques mises en œuvre progressivement depuis lors. La troisième partie tente d'établir une relation entre les performances économiques des pays considérés et les réformes structurelles accomplies.

I. LE RATTRAPAGE: ÉVIDENCE EMPIRIQUE ET CONSIDÉRATIONS D'ORDRE THÉORIQUE

A. Des expériences inégales de rattrapage

L'évolution du revenu par tête dans les différents pays de l'OCDE depuis 1960 suggère qu'un certain rattrapage a été accompli (graphique 1). Dans tous les pays, les revenus ont augmenté et, si l'on prend comme référence les États Unis, on observe que les pays dont le niveau de revenu par tête était plus faible au début de la période ont convergé, pour la plupart. L'examen du graphique 1 suggère quelques remarques :

- i)* Les vitesses de rattrapage sont très variables selon les pays.
- ii)* Dans l'ensemble, le rattrapage paraît plus clair durant la première période (de 1960 jusqu'au milieu des années 70) que durant les années qui ont suivi le premier choc pétrolier ; on observe alors pour plusieurs pays une stagnation ou même un recul relatif.
- iii)* La Suisse et la Nouvelle-Zélande, où le revenu par tête était parmi les plus élevés au départ, ont perdu du terrain par rapport aux États Unis et à l'ensemble de la zone de l'OCDE.

La convergence des niveaux de vie est relativement facile à mettre en évidence si l'on considère comme ici, un groupe de pays dont les structures et les niveaux de vie dans les années 80, sont plus ou moins comparables. En revanche, une comparaison incluant les pays en voie de développement ne permettrait pas de faire ressortir clairement une telle tendance (Helliwell et al., 1990).

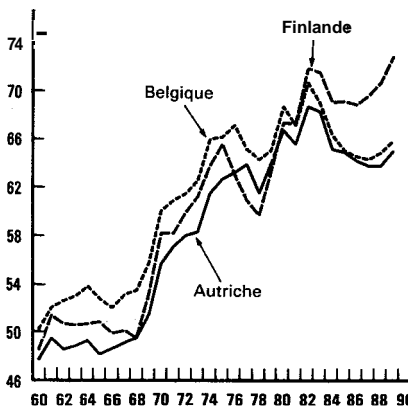
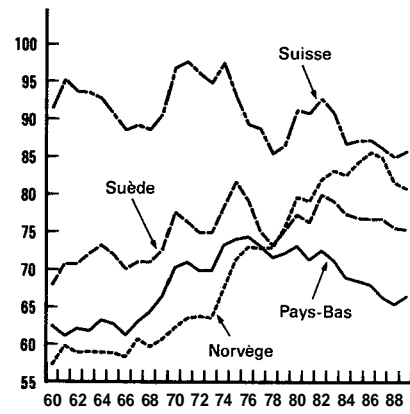
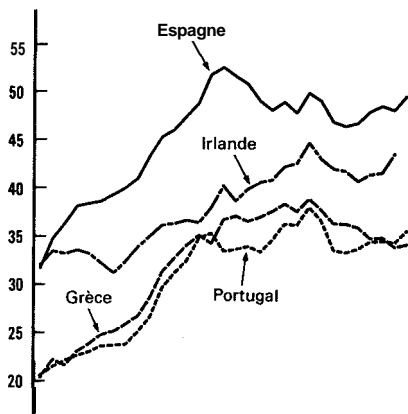
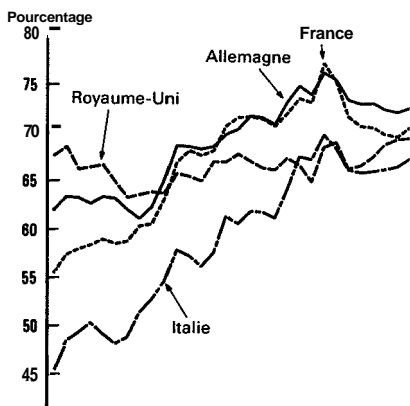
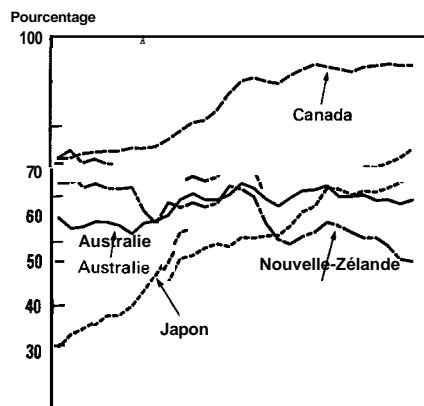
Comme on le verra plus loin, plusieurs facteurs peuvent contribuer à expliquer les évolutions irrégulières du processus de rattrapage au sein de l'OCDE, notamment certains aspects institutionnels ou structurels, ou le degré de développement des mécanismes de marché. L'expérience de trois économies d'Europe méridionale, parmi les moins avancées de la zone de l'OCDE, peut permettre de jeter quelque lumière sur ces points. En Espagne, en Grèce et au Portugal, la croissance du revenu par tête a été plus rapide entre 1960 et 1973 que dans les économies plus avancées de l'OCDE. Le rattrapage a également été significatif par rapport à la moyenne européenne (graphique 2).

Mais le premier choc pétrolier a eu des conséquences plus défavorables et durables dans ces pays que dans la plupart des autres pays de l'OCDE. Pendant une dizaine d'années, le rattrapage des pays d'Europe méridionale s'est interrompu. Cette interruption est conforme à une tendance généralement constatée selon laquelle la convergence se fait pendant les périodes d'expansion généralisée tandis que les écarts se creusent pendant les phases de ralentissement conjoncturel, (Darwick et Nguyen, 1989).

GRAPHIQUE 1

ÉVOLUTION DU REVENU PAR TÊTE DANS LES PAYS DE L'OCDE (1)

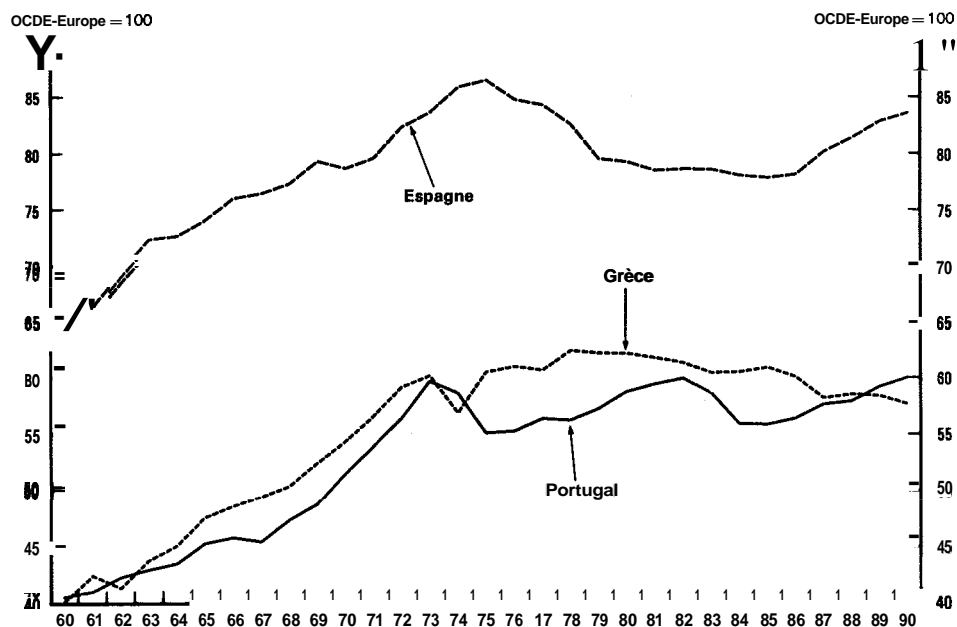
États-Unis = 100



1. PIB par tête, à prix courants et PPPs courants.
Source : OCDE, Comptes nationaux et estimations.

GRAPHIQUE 2

REVENU PAR TÊTE DANS TROIS PAYS D'EUROPE MÉRIDIONALE (1)



1. PIB par tête, à prix courants et PPPs courants.
Source : OCDE, Comptes nationaux et estimations

Les déséquilibres macro-économiques se sont accentués pendant les années **80**: le chômage a progressé en Espagne jusqu'à un taux supérieur à **20** pour cent en **1984-85**. La hausse des prix à la consommation a atteint **21** et **24** pour cent par an respectivement en Grèce et au Portugal entre **1980** et **1985**, tandis que le besoin de financement des administrations publiques dépassait 10 pour cent du PIB. Au Portugal, par ailleurs, le déficit des opérations courantes a atteint un niveau record parmi les pays de l'OCDE (près de **13** pour cent du PIB en **1981** et **1982**).

La croissance a repris à des taux rapides en Espagne et au Portugal depuis le milieu des années **80**, ce qui implique un nouveau rattrapage par rapport aux économies européennes plus avancées (graphique **2**). La Grèce, par contre, a continué d'enregistrer des taux de croissance inférieurs à la moyenne européenne. Dans la mesure où les trois pays en question au moment de leur adhésion à la CEE présentaient des caractéristiques structurelles assez semblables, la question se pose de savoir pourquoi deux d'entre eux semblent plus à même de tirer bénéfice des nouvelles opportunités créées.

B. Complexité du concept de rattrapage

L'analyse du rattrapage des économies les moins avancées ne fait pas explicitement partie du champ d'étude de la théorie néoclassique, fondement de la science économique moderne. A partir des conditions d'équilibre du modèle néoclassique de croissance, on peut cependant mettre en lumière les divers aspects du processus de rattrapage ainsi que quelques mécanismes et facteurs importants qui sont en jeu.

Dans le cadre du modèle néoclassique de croissance, la productivité moyenne du travail est fonction de l'efficacité du système économique (appelée aussi taux de progrès technique) et de la quantité moyenne de biens de capital par travailleur (ou intensité capitaliste)'. En d'autres termes, le revenu moyen est d'autant plus élevé que, d'une part, les moyens de production sont utilisés efficacement et que, d'autre part, les équipements productifs sont abondants. Le retard technologique et le manque de capital sont donc les deux aspects que privilégie la théorie néoclassique pour expliquer les disparités internationales de Productivité du travail qui ont été décrites plus haut.

Retard et rattrapage technologiques

D'après la théorie néoclassique de la croissance, l'efficacité des facteurs de production est déterminée par la technologie, ou plus généralement par le « stock de connaissances utiles»), dans la terminologie de Kuznets. Dans la mesure où il n'y a pas de barrière à la diffusion de la connaissance technologique, l'efficacité des facteurs de production est donc intrinsèquement liée à la capacité d'assimilation de ce savoir.

Les travaux de Olson (1982) et Abramowitz (1986) sont parmi ceux qui ont le plus apporté à l'analyse du progrès et de la diffusion technologiques. Selon ces auteurs, on assiste effectivement à une convergence séculaire des niveaux de vie, mais les vitesses de rattrapage et donc l'essor et le déclin économiques des nations sont fortement dépendants de l'existence d'un « environnement propice », comprenant à la fois des facteurs économiques, notamment le degré de développement des mécanismes de marché, sociaux (niveau d'instruction), socio-politiques (pressions des lobbies, structures sociales, législation sur la propriété), culturels et autres. L'environnement propice détermine le niveau d'efficacité de long terme et la vitesse à laquelle une économie tend vers ce niveau, agissant ainsi à la fois sur le niveau et le taux de croissance de la productivité.

Dans un article récent, Lucas (1990) enrichit le modèle néoclassique en corrigeant le taux de progrès technique (lequel est considéré comme exogène et identique pour toutes les économies) de l'effet de l'accumulation de capital humain sur la performance productive. Le capital humain reflète le niveau d'instruction des individus, et varie donc d'un pays à l'autre. D'après Lucas, si l'on

compare les niveaux d'instruction entre les pays (en utilisant les estimations réalisées par Krueger, 1968), alors s'expliquent mieux les écarts de niveau de développement, mais aussi et surtout les divergences prolongées dans les taux de croissance. En effet, l'accumulation de capital génère des économies d'échelle; par exemple lorsqu'un individu réalise une avancée technologique dans une entreprise donnée. Celle-ci bénéficie également à l'ensemble des membres de l'entreprise.

Retard et rattrapage capitalistiques

À l'équilibre, le taux de rendement marginal du capital est déterminé par le taux de progrès technique et la productivité du travail, ces deux variables jouant en sens inverse²: plus les facteurs de production sont utilisés efficacement et plus le taux de rendement du capital est fort: en revanche, il s'établit une relation inverse entre le taux de rendement du capital et la productivité du travail, puisque dans le modèle néoclassique les rendements des facteurs sont supposés être décroissants. L'accumulation de capital stimule la productivité du travail, mais diminue le rendement marginal du capital.

La relation inverse s'établissant entre productivité du travail et rendement du capital montre que, dès lors que les différences de revenu ne sont pas justifiées par un retard technologique, des pressions autonomes et potentiellement très puissantes favorisent le rattrapage. Celui-ci, de ce point de vue, serait donc un processus spontané. Les forces spontanées se traduisent par des flux d'investissement vers les pays à faible revenu, attirés par des rendements élevés, ou encore par des migrations de main-d'œuvre. Les pays plus dévetoppés ont dressé toutes sortes de barrières à l'immigration, ce qui prouve que la main-d'œuvre des pays les plus pauvres est pour partie suffisamment qualifiée, et que, par conséquent, le retard de développement ne peut seulement s'expliquer par des facteurs technologiques.

Les contrôles sur les flux migratoires étant plus sévères que les barrières aux mouvements de capitaux, c'est l'investissement qui est, avec la technologie, un moteur privilégié du rattrapage. Ces deux facteurs sont au fond assez complémentaires. La diffusion du progrès technique peut en effet être autonome, mais elle peut aussi être incorporée dans les biens de capital acquis auprès des pays plus avancés, et ce principalement à travers deux canaux: l'importation de technologies par les agents résidents et l'établissement de firmes étrangères qui, à leur tour, importent ou produisent ces biens d'investissement. Les effets macro-économiques des deux formes de rattrapage sont néanmoins différents: lorsque le rattrapage est de nature technologique, il prend la forme d'une convergence de la productivité totale des facteurs, alors que le rapprochement par accumulation de capital se traduit plutôt (dans la mesure où le progrès technique est partiellement autonome) par un rapprochement des niveaux de productivité du travail.

Des imperfections dans les marchés de facteurs et de biens peuvent accroître l'incertitude de l'investissement dans les pays à faible revenu, réduisant par là même le taux de rendement anticipé du capital. Les déterminants de l'investissement intérieur et étranger, qui sont notoirement difficiles à cerner, peuvent donc se classer en trois catégories:

- i) la productivité marginale effective du capital, qui en économie ouverte est essentiellement fonction du coût des inputs et de leur productivité;
- ii) le degré d'incertitude qui pèse sur la rentabilité de l'investissement;
- iii) les facteurs institutionnels et notamment les entraves à la libre circulation intérieure et extérieure des biens et facteurs de production.

Ouverture des marchés et rattrapage

L'accession à une union douanière comme la CEE stimule la rentabilité à la fois effective et anticipée du capital. En effet, dans la mesure où les produits importés sont utilisés comme inputs dans les processus de production intérieurs, le démantèlement des barrières douanières se traduit par un allègement des coûts moyens et marginaux de production. L'amélioration de la rentabilité qui en résulte est d'autant plus forte que la part des inputs importés est forte. Cet effet d'offre s'accompagne d'un « choc » de demande, l'élimination des barrières à l'entrée et la baisse relative du prix des importations qui en découle entraînant une augmentation du revenu réel disponible intérieur.

D'après la théorie de l'union douanière (Bagwati, 1981), l'adhésion à la CEE peut également avoir des conséquences plus indirectes ou qui s'étalent dans le temps. Sous l'effet d'une plus forte concurrence, les facteurs de production sont réalloués au profit des secteurs qui détiennent un avantage comparatif, et l'on enregistre des gains d'efficacité dans tous les secteurs exposés à la concurrence. La concentration des moyens de production dans un plus petit nombre d'entreprises ou de secteurs peut aussi favoriser des économies d'échelle. L'ampleur des gains d'efficacité dépend du degré de substituabilité entre produits intérieurs et étrangers, ainsi que de la flexibilité des facteurs de production, notamment du facteur travail et des « inputs publics » (infrastructures au sens large du terme, y compris système de formation).

Du point de vue macro-économique, l'ouverture des marchés impose la loi du prix unique pour les biens et services exposés à la concurrence extérieure. En revanche le niveau des prix des produits non-exposés est comparativement bas dans les pays moins développés; c'est pourquoi une relation inverse, mise en lumière par Balassa (1964), s'établit entre revenu par tête et parité des pouvoirs d'achat. Les niveaux relatifs des salaires, eux aussi, divergent durablement entre les pays selon les écarts de productivité marginale. Au fur et à mesure que les pays d'Europe méridionale vont rattraper la moyenne communautaire en termes

de productivité, les salaires réels pourront croître à un taux plus élevé que dans les autres pays. L'ensemble des prix à la consommation augmentera plus rapidement, car le niveau des prix dans le secteur non exposé à la concurrence se rapprochera de celui des prix dans le secteur exposé. Pendant la phase de rattrapage, un certain écart sera donc enregistré entre les taux d'inflation dans les pays moins avancés et le reste de la Communauté; il sera d'autant moins large qu'une certaine appréciation du taux de change nominal sera permise dans les pays moins avancés.

Au total, le rattrapage des niveaux de revenu dans les pays de l'OCDE est un processus long, mais nullement continu, avec des vitesses de convergence qui varient à la fois dans le temps et dans l'espace. La théorie néoclassique montre que le rattrapage opère par deux canaux: le progrès technologique et l'accumulation de capital. Mais l'existence d'un environnement propice et un développement suffisant des mécanismes de marché s'avèrent être fondamentaux, quoique difficiles à isoler et à quantifier. Il paraît donc utile de se pencher sur l'expérience de trois pays européens à faible niveau de revenu, mais dont les caractéristiques socio-culturelles ne sont pas trop différentes de celles du reste du «club de convergence»). On verra dans quelle mesure leur adhésion à la CEE a favorisé le développement des mécanismes de marché et de conditions propices à la convergence.

II. TROIS PAYS D'EUROPE MÉRIDIONALE : CARACTÉRISTIQUES ET RÉFORMES STRUCTURELLES³

La croissance rapide durant les années 60 et au début des années 70 a caché la faiblesse des structures économiques et sociales dans les pays du Sud de l'Europe. Ces insuffisances sont devenues plus sensibles après le premier choc pétrolier. Avec l'adhésion à la CEE et l'ouverture des marchés qui en découlait, un ajustement rapide des structures s'imposait. La partie ci-après examine tout d'abord la situation initiale de ces pays au regard des structures de production, du fonctionnement des marchés, et des infrastructures socio-économiques. D'autre part, on se penchera sur les réformes mises en œuvre pour développer un environnement plus propice.

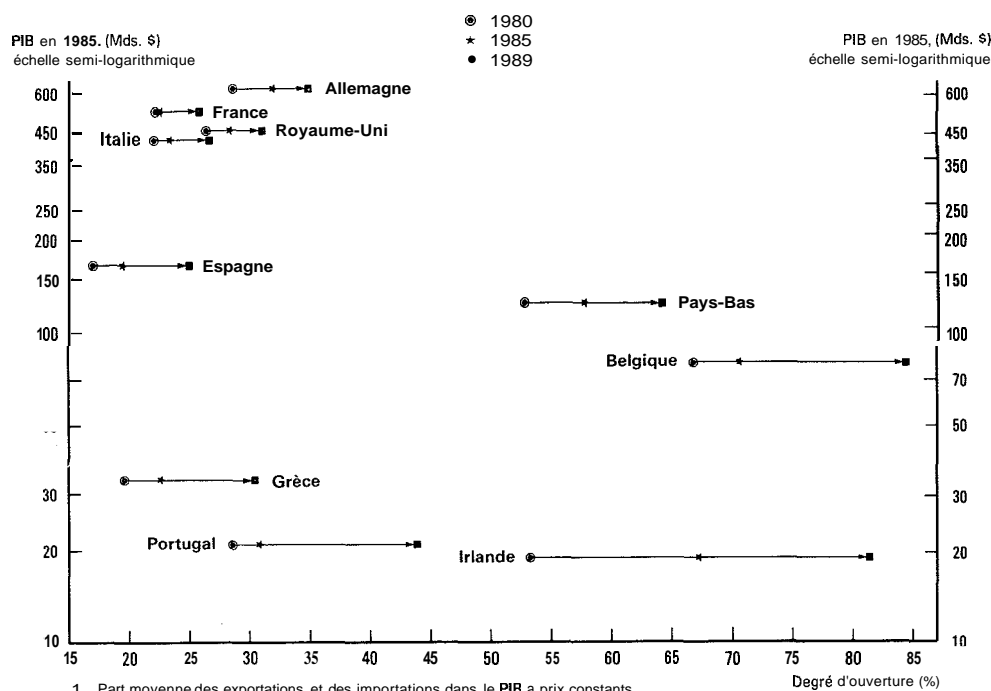
A. Caractéristiques structurelles

En dépit des accords commerciaux passés avec la CEE par l'Espagne en 1970, et malgré l'adhésion de la Grèce en 1981, ces deux économies étaient encore relativement protégées de la concurrence étrangère au milieu des

années **80** (graphique **3**). En Espagne, pays traditionnellement protectionniste, des conditions dissymétriques ont prévalu après **1970**, des barrières tarifaires étaient maintenues, alors que les autres pays d'Europe avaient levé les restrictions quantitatives vis à vis de nombreuses exportations provenant de la péninsule ibérique. La situation en Grèce était analogue. L'accès au marché communautaire lui était ouvert depuis le début des années 60 pour de nombreuses catégories d'exportation, tandis que les barrières tarifaires grecques étaient maintenues et que des taxes spéciales à l'importation étaient prélevées⁴. Ces barrières expliquent pour partie sans doute que la structure de production grecque et la spécialisation commerciale n'aient guère été modifiées depuis la fin des années 60.

Au contraire, mesuré par le poids du commerce extérieur dans le PIB, le degré d'ouverture du Portugal était déjà en **1980** comparable à celui des grands pays européens. Son appartenance à l'AELE et une longue tradition de commerce avec les colonies et le Brésil expliquent cette particularité. Au moment de l'adhésion à la CEE, les barrières tarifaires y étaient faibles (5 pour cent, taux équivalent

GRAPHIQUE 3
DEGRÉ D'OUVERTURE DE L'ÉCONOMIE (1)
 1980-1985-1989



aux droits communautaires européens, contre **17** pour cent pour les tarifs espagnols). Cependant, des licences d'importation et des contingentements étaient encore en vigueur.

Dans les trois pays, le secteur agricole avait encore un poids important dans la valeur ajoutée et l'emploi, en comparaison avec la situation dans les autres pays européens (tableau 1). Le niveau de la productivité agricole était égal à la moitié du niveau moyen dans la **CEE** (le quart dans le cas du Portugal). Mises à part les particularités géographiques, les facteurs contribuant aux mauvais résultats du secteur agricole sont nombreux : prix largement subventionnés, niveau d'instruction de la population agricole insuffisant pour utiliser des techniques de production modernes, pénuries d'infrastructures (routes, électricité, irrigation), manque d'efficacité des canaux de distribution.

En Grèce, la réforme agraire des années 50 avait eu pour résultat une parcellisation des terres. Au Portugal, les incertitudes créées par les expropriations

Tableau 1. Structure de production et d'emploi
Répartition en pourcentage

	Part dans le PIB			Part dans l'emploi total		
	1960	1980	1988	1960	1980	1988
Agriculture						
Espagne	22.0	7.1	5.3	38.7	19.2	14.4
Grèce	20.2	15.8	13.6	57.1	30.3	26.6
Portugal	23.5	10.3	8.3	43.9	21.0	20.1
OCDE Europe	9.8	4.8	3.8	25.7	14.3	11.1
Industries manufacturières						
Espagne ¹	26.7	28.2	29.0	23.0	25.6	22.4
Grèce	14.5	17.4	15.4	11.6	19.7	19.3
Portugal ¹	21.9	31.0	29.2	22.6	26.0	25.1
OCDE Europe	31.4	26.0	24.1	27.3	25.8	22.3
Services						
Espagne	45.2	54.3	55.6	31.0	44.7	53.1
Grèce	56.9	56.5	61.9	25.5	39.5	46.2
Portugal	42.1	49.5	58.5	24.8	36.1	44.2
OCDE Europe	47.8	58.1	62.5	36.9	50.5	51.0

1. Y compris les industries extractives.

Sources: Département central du plan, Portugal; OCDE, *Comptes nationaux, Statistiques de la population active*.

de 1974 ont découragé l'investissement pendant plusieurs années et celui-ci ne représentait que 3 pour cent de la valeur ajoutée agricole en 1985, contre 20 pour cent en moyenne dans la CEE. La main-d'œuvre agricole constitue une réserve utilisable pour le rattrapage, mais cela à condition que sa qualification soit améliorée.

Comme dans d'autres pays de l'OCDE, le poids du secteur public joint à des contrôles de prix extensifs a entravé le jeu des forces du marché. Les entreprises publiques, utilisées à des fins de régulation conjoncturelle (soutien de l'activité) à des degrés variables, et non gérées selon des critères économiques, ont accumulé des pertes significatives opérant une ponction importante sur l'épargne (tableau 2). Les subventions et les transferts en capital de l'État ont permis de maintenir en activité des entreprises non viables et nuirent à la bonne allocation des ressources.

Tableau 2. **Les entreprises publiques**

Pourcentages

	Espagne		Grèce		Portugal	
	1980	1985	1980	1985	1980	1985
Poids des entreprises publiques¹						
dans la valeur ajoutée	9.0*	14.0			13.0	17.6
dans l'investissement total	22.0*	21.0	12.7	19.0	18.3	17.0
dans l'emploi	5.0"	6.0	3.5	4.5	5.2	4.7
Besoin de financement/PIB²	-0.7	-1.2	-1.9	-2.7	-9.3	-6.2
Subventions de l'État au secteur des entreprises (% du PIB)	2.1	2.4	2.4	3.0	4.8	4.3
	Espagne		Grèce	Portugal	4 grands pays européens	
Productivité (1985)³						
Télécommunications	35.2		15.8	12.6	22 à 30	
Chemins de fer	11.7		4.2	4.6	22 à 25	
Fourniture d'électricité	180.1		48.0	43.5	96 à 198	

• 1982.

1. Les données pour l'Espagne sont calculées par rapport au secteur non agricole. Pour le Portugal, les données se réfèrent aux entreprises publiques non financières.
2. Les données pour l'Espagne représentent les résultats d'exploitation des principaux groupes du secteur public non financier.
3. La productivité est mesurée par le ratio des ventes totales (en dollars) sur l'emploi.

Source: Données fournies par les autorités nationales; Centre européen de l'Entreprise Publique: « L'Entreprise publique dans la Communauté Économique Européenne, Bruxelles, 1987.

Au milieu des années 80, les marchés financiers étaient peu développés : manque de concurrence entre banques et institutions financières, part importante des établissements publics, ceux-ci servant des objectifs non financiers fixés par le gouvernement ; marchés des capitaux étroits ; instruments d'épargne peu diversifiés et prépondérance des titres de la dette publique ; encadrement du crédit (en Grèce et au Portugal) et taux d'intérêts fixés administrativement ; obligations de portefeuille imposées aux banques ; large part du crédit subventionné. Les diverses réglementations ont entraîné une mauvaise affectation des ressources et des coûts de transaction généralement plus élevés qu'ailleurs.

Les trois pays étaient encore caractérisés par des infrastructures sociales (éducation et santé) aussi bien que réelles (moyens de communications) nettement moins développées que dans les autres pays d'Europe, ce qui contribuait à créer un environnement peu propice au rattrapage. Ainsi, en Espagne, à la fin des années 70, plus des $\frac{2}{3}$ de la population masculine située dans la tranche d'âge intermédiaire (25 à 44 ans) n'avaient pas complété plus que la scolarité primaire obligatoire (plus de 80 pour cent dans le cas du Portugal) alors que dans la plupart des autres pays européens la proportion était inférieure à 50 pour cent⁵. L'enseignement technique ou professionnel était également insuffisant, surtout au

Tableau 3. Indicateurs socio-économiques

	Europe	Espagne	Grèce	Portugal
Consommation per capita (1984)	100	80	61	45
Taux de mortalité infantile, pour 1 000 naissances (1984)	11	7	14	18
Téléphones per 1 000 habitants (1983)	502	362	336	166
Voitures particulières pour 1 000 habitants (1982)	340	228	102	135
Investissement cumulé dans les infrastructures routières (1975-84)	100	43	69	21
Inscrits dans l'enseignement secondaire Pourcentage du groupe d'âge pertinent (1980)	82	87	81	55
Population ayant au plus un niveau d'instruction élémentaire (1987) ¹				
parmi hommes de 45 à 54 ans (pour cent)		83		89
parmi hommes de 35 à 44 ans (pour cent)		69		85
parmi hommes de 25 à 34 ans (pour cent)		44		81

1. Population ayant terminé l'école primaire obligatoire mais non l'école secondaire ou n'ayant pas été scolarisée.

Source: Eurostat; CEMT; OCDE, *Perspectives de l'emploi*.

Portugal où 5 pour cent seulement des jeunes suivaient un enseignement de ce type au milieu des années 80. Le taux de mortalité infantile en Espagne, en 1985, était comparable à la moyenne européenne; au Portugal et en Grèce, par contre, il était nettement supérieur (tableau 3). Par ailleurs, l'insuffisance des routes, systèmes de transport et télécommunications dans les trois pays constituait un frein certain au développement en même temps qu'un coût pour le système productif.

B. Créer un environnement propice: les réformes de marché

La libéralisation des échanges qui a accompagné l'adhésion des pays d'Europe méridionale à la CEE s'est déroulée de manière progressive: bien avant la date formelle d'adhésion des accords commerciaux avaient été passés avec les pays de la Communauté, et par la suite, une phase de transition a été prévue de durée variable selon les pays et les produits. En parallèle, depuis une dizaine d'années, comme dans plusieurs autres pays de l'OCDE, des réformes de nature micro-économique ont été mises en œuvre sur plusieurs fronts pour favoriser l'ajustement des structures de production. Ce processus a débuté plus ou moins tôt selon les pays, et il a eu une ampleur variable. L'Espagne, au début des années 80, avant même son adhésion à la CEE, a commencé à procéder à l'assainissement des industries les plus touchées par la crise, et des réformes sur le marché du travail ont permis une certaine modération salariale. Un peu plus tard, à partir de 1984, le Portugal a entrepris un processus graduel de réforme de ses marchés, en commençant par les marchés financiers, processus qui s'est accéléré après l'entrée en fonction d'un nouveau gouvernement en 1985. En Grèce, la levée des barrières à l'importation qu'impliquait l'adhésion à la CEE en 1981 a été lente, et les politiques d'ajustement structurel n'ont commencé à être mises en place que très récemment.

Libéralisation des échanges

En 1986, au moment de l'adhésion formelle de l'Espagne et du Portugal, plusieurs changements importants sont intervenus:

- En Espagne, la moitié de l'écart entre les tarifs espagnols et le tarif extérieur commun a été annulé et la quasi-totalité des contingentements a été supprimée.
- Au Portugal, les licences d'importation et toutes les surcharges à l'importation ont été abolies. Plusieurs quotas ont été levés dès la première année, puis au cours des années suivantes (en décembre 1987, notamment pour les automobiles), le processus devant être achevé au bout d'une période de sept ans.
- En Grèce, quoique l'adhésion soit antérieure, le processus de démantèlement des barrières n'a pas été achevé plus tôt qu'en Espagne et au

Portugal. Les tarifs n'ont été ajustés au niveau communautaire qu'en **1986** et l'impôt sur les importations n'a été intégralement aboli qu'en **1989**.

L'introduction de la TVA, en **1986**, en remplacement des taxes en cascades, a automatiquement réduit, dans les cas de l'Espagne et du Portugal, les subventions implicites aux exportations et la protection contre les importations. En Grèce, où la TVA a été introduite en **1987**, les subventions à l'exportation et les taux d'intérêt préférentiels dont jouissaient les exportateurs grecs ont été graduellement diminuées. Mais des avantages fiscaux significatifs continuent d'être accordés aux entreprises exportatrices : elles ont la possibilité de déduire de leur revenu imposable 5 pour cent de leurs recettes d'exportation et dans certains cas une partie des coûts de main-d'œuvre et des achats de matières premières.

De son côté, la Communauté, durant les années **80**, a continué d'abaisser les quotas sur plusieurs produits exportés par les trois pays du sud de l'Europe. La levée des barrières commerciales s'est traduite par des modifications assez notables des flux d'échanges. Dans les trois pays, les importations (hors énergie) se sont accrues plus que la demande surtout en Espagne et au Portugal, où les effets de création de commerce ont prévalu sur les effets de ((détournement)). Au Portugal, on a également assisté, après un certain délai, à un accroissement de la part des exportations en volume dans le PIB. En Espagne et en Grèce, par contre, cette part est restée relativement stable au cours des trois dernières années. On reviendra ci-dessous sur certains facteurs explicatifs de ces évolutions divergentes.

Les restrictions sur les entrées de capitaux, traditionnellement faibles en Espagne, ont été presque intégralement levées en **1985**, en préparation de l'accession à la CEE. Les restrictions sur les sorties de capitaux, qui étaient en revanche relativement contraignantes, ont été assouplies et les transactions sur les bourses étrangères ont été libéralisées. Au Portugal, par contre, l'investissement direct étranger était strictement contrôlé jusqu'en juillet **1986**⁶. Les sorties de capitaux et les opérations sur les bourses étrangères étaient aussi soumises à des réglementations relativement rigoureuses qui furent assouplies par la suite, la phase de transition devant s'achever en **1991**. Les différences dans les dates de libéralisation des investissements étrangers expliquent que le développement de ceux-ci ait débuté beaucoup plus tôt en Espagne qu'au Portugal. En accentuant l'ouverture des économies, l'adhésion à la CEE a rendu plus sensible la contrainte extérieure ; c'est pourquoi, il était essentiel que soient parallèlement mises en œuvre des réformes micro-économiques afin d'améliorer les conditions de l'offre.

Flexibilité accrue du marché du travail

Des réformes profondes étaient nécessaires sur le marché du travail dans les trois pays du sud de l'Europe, d'une part, pour assouplir les législations en

vigueur, d'autre part, pour améliorer la qualité de l'offre de main-d'œuvre. La flexibilité du marché du travail a été accrue en Espagne par l'introduction des programmes d'emploi à durée déterminée, qui a également permis le travail à temps partiel et les contrats emploi-formation. Ces différentes mesures ont permis d'adapter les nouvelles embauches aux modifications des conditions de l'offre et de la demande. En fait, la flexibilité a été limitée aux nouvelles embauches, tandis que les réglementations sur l'emploi permanent demeuraient presque inchangées. Au Portugal, également, les contrats à durée déterminée étaient utilisés pour donner une certaine adaptabilité au marché du travail. En outre, les salaires réels étaient remarquablement flexibles. La réforme de la législation du travail en février 1989 a assoupli les restrictions aux licenciements individuels et collectifs et amélioré la protection contre le chômage ; certaines réglementations ont aussi été introduites sur les conditions d'application des contrats à durée déterminée. En Grèce, par contre, la réglementation sur le travail à temps partiel, les heures supplémentaires et les contrats à durée déterminée n'a pas été assouplie ; en outre le système de formation des salaires est relativement rigide.

Dérégulation des marchés financiers

Comme dans la plupart des pays de l'OCDE, des modifications importantes sont intervenues sur les marchés financiers des trois pays d'Europe méridionale, à des rythmes et des degrés différents. On a assisté à une diversification des instruments d'épargne et des sources de financement des entreprises privées. Les marchés des valeurs mobilières se sont développés, en Espagne principalement (refonte complète en 1989), mais aussi au Portugal, où le crédit bancaire, longtemps prédominant, a vu sa part dans le financement des entreprises se réduire. Les taux d'intérêt créditeurs et débiteurs ont été déréglementés dans les trois pays : en 1987 dans leur intégralité en Espagne ; plus graduellement au Portugal, de 1984 à 1989, date où le processus s'est achevé ; seulement à partir de 1988 et partiellement, en Grèce. Au Portugal, encore, les secteurs des banques et des assurances ont été ouverts à l'initiative privée et étrangère en 1984 ce qui a intensifié la concurrence entre institutions financières.

Réforme du secteur public

Un certain nombre d'actions ont été menées au cours des dernières années pour assainir le secteur public et en particulier la situation financières des entreprises publiques. En Espagne, l'amélioration de la gestion alliant des compressions d'effectifs et une politique d'investissement plus sélective durant les années 80 a permis d'améliorer le bilan des grandes entreprises nationales en difficulté. Au Portugal, le gouvernement a entrepris de régler à partir de 1985 les arriérés dus par l'État à certaines entreprises publiques et une plus grande autonomie a été

accordée à celles-ci en ce qui concerne la fixation des tarifs publics. Leur besoin de financement est tombé de **8** pour cent du PIB en **1984** à **1½** pour cent en **1990**. En Grèce, par contre, peu de progrès ont été accomplis: les tarifs publics sont maintenus à des niveaux artificiellement bas et des subventions importantes continuent d'être attribuées aux entreprises publiques.

La privatisation des entreprises publiques devrait aussi contribuer à améliorer leur fonctionnement. En Espagne, des opérations partielles sous la forme de participation privée dans des entreprises publiques ont été réalisées au cours des années récentes. Au Portugal, où la Constitution a été amendée récemment pour rendre possible les privatisations complètes, un vaste programme est entamé. En Grèce, la situation financière encore défavorable de la plupart des entreprises publiques a retardé la mise en œuvre du processus.

Développement des infrastructures socio-économiques

Comme la plupart des pays de l'OCDE, les pays d'Europe du Sud consacrent des ressources importantes à la formation de la main-d'œuvre. Au Portugal et en Grèce, la moitié des aides publiques consacrées au marché du travail, soit **½** pour cent du PIB, est affectée aux mesures actives : formation professionnelle, création directe d'emplois et aides à l'embauche (tableau **4**). Le Portugal reçoit en outre des transferts en provenance du Fonds social européen, pour un montant équivalent à **1** pour cent du PIB, qui sont attribués à des programmes de formation gérés par des entreprises privées. En Espagne, la quasi-totalité des actions de formation sont censées et surveillées par l'Institut National d'Emploi ; les dépenses consacrées à l'ensemble des mesures actives s'élevait à **0.8** pour cent du PIB, proportion faible au regard du poids de l'indemnisation du chômage (2.5 pour cent du PIB).

L'incidence des actions est variable selon les pays. Au début de **1988**, les mesures actives touchaient **830 000** personnes en Espagne, soit 5% pour cent de la population active, près de la moitié bénéficiant de programmes de créations d'emploi et d'aides à l'embauche. En Grèce, **100 000** personnes environ 2% pour cent de la population active, étaient impliquées, dont les deux tiers par les aides à l'emploi. Au Portugal, priorité est donnée aux actions de formation et notamment pour les jeunes: les programmes publics de formation touchaient **75 000** personnes en **1988** et les programmes privés **240 000** personnes, soit **6%** pour cent de la population active au total, dont **160 000** jeunes (chiffre proche du nombre de chômeurs dans cette catégorie).

Depuis leur adhésion à la CEE, les trois pays d'Europe méridionale ont reçu des transferts financiers substantiels qui ont contribué à la modernisation de l'économie, et continueront de jouer un rôle important à condition qu'ils soient utilisés sur la base de critères économiques. Les transferts des Fonds structurels, qui en constituent la majeure partie, représentaient en **1988** **½** pour cent du PIB

Tableau 4. Indicateurs du marché du travail et mesures actives

	Espagne		Grèce		Portugal	
	1986	1989	1986	1989	1986	1989
Taux de chômage standardisé	21.0	16.9	5.1	1.5	8.1	5.0
Nombre de chômeurs ¹	2 972	2 564	281	300	360	233
Offres d'emploi non satisfaites ¹	147	190	..		4	11
Chômage de longue durée ²	51.6	61.5 ¹	44.5	48.1*	56.0	51.2
Chômage des 15 à 24 ans ²	41.8	41.6			51.7	41.6
Dépenses publiques consacrées aux mesures actives (1988) ³		0.8		0.5		0.6
<i>dont:</i> formation professionnelle		0.1		0.1		0.2
mesures en faveur des jeunes		0.2		0.04		0.1
aides à l'emploi		0.4		0.2		0.1
Participants: programmes de formation ¹		200		24		75
mesures pour les jeunes ¹		250		11		23

* 1988.

1. Milliers de personnes.

2. En pourcentage du chômage total.

3. En pourcentage du PIB. Au Portugal, seuls les programmes gérés par les organismes publics sont inclus ici.

Source: OCDE.

en Espagne, et entre 1½ et 2 pour cent du PIB en Grèce et au Portugal. Les transferts du fonds régional, FEDER, (plus de la moitié du total) sont destinés au développement des infrastructures, ceux du fonds social (FSE) à la formation professionnelle et à l'emploi, ceux du fonds d'orientation (FEOGA) à l'ajustement des structures agricoles. Des aides spécifiques viennent dans certains cas compléter les transferts des fonds structurels, au Portugal, par exemple, les fonds alloués aux programmes de développement de l'industrie et de l'agriculture (0.2 pour cent du PIB en 1989). Les pays doivent apporter une contribution à tous les projets financés avec l'aide de la Communauté, ce qui implique une charge relativement importante sur les budgets des pays pendant les années présentes et à venir. Par ailleurs, la Banque européenne d'investissement octroie des prêts représentant des montants importants qui sont destinés au financement de projets d'investissements.

111. RÉFORMES STRUCTURELLES ET PERFORMANCE ÉCONOMIQUE

Il est difficile de quantifier les liens directs entre ces mesures et la performance macro-économique d'un pays car les réformes structurelles interviennent sur plusieurs fronts ; elles sont étalées dans le temps et les interactions entre elles sont nombreuses. En outre, un certain délai est nécessaire avant que les agents économiques ne réagissent aux nouvelles conditions créées, et l'orientation générale de la politique macro-économique intervient. On tentera néanmoins, d'établir certaines relations entre le processus de réforme dans lequel se sont engagés les trois pays en question et leur performance économique. On verra notamment que la configuration des réformes de marché explique en partie les progrès inégaux que ces pays ont accomplis au cours des toutes dernières années dans la voie du rattrapage.

A. Rôle des réformes de marché dans le processus de rattrapage

Impact des politiques structurelles sur l'investissement

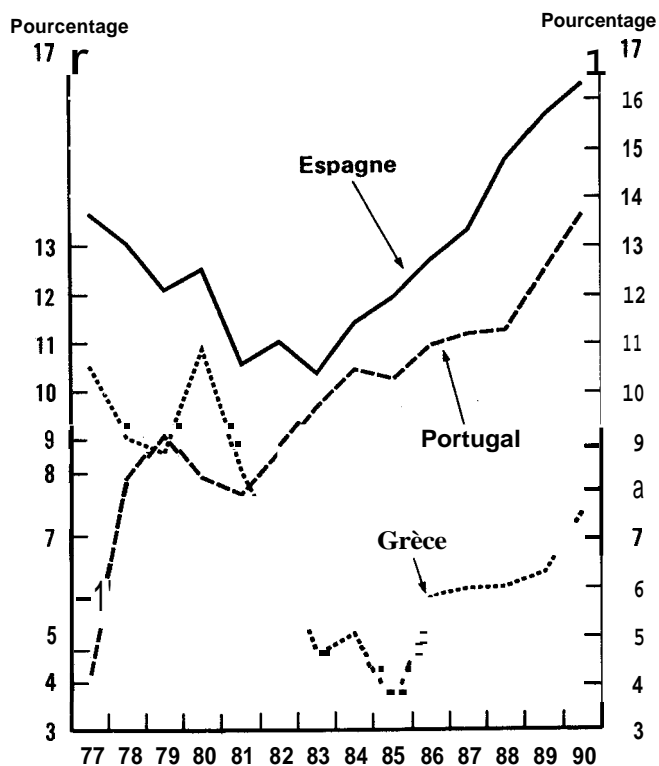
Depuis l'adhésion à la CEE, le volume de formation brute de capital fixe a doublé en Espagne et au Portugal, alors qu'il a baissé en Grèce. Sous l'effet des politiques d'assainissement du secteur public, l'épargne nationale a augmenté dans la péninsule ibérique, permettant de financer en partie l'augmentation de l'investissement. A l'inverse, la baisse du taux d'investissement en Grèce s'est accompagnée d'une plus faible propension à épargner, contrepartie de la détérioration des comptes du secteur public. A côté de l'épargne nationale, les entrées de capitaux à long terme ont contribué à financer l'effort d'investissement de l'Espagne et du Portugal, alors que la Grèce a dû s'endetter pour faire face à une baisse importante des entrées de capitaux stables. Au total, la balance courante des trois pays s'est détériorée, les entrées de capitaux stables plus que compensant cette détérioration en Espagne et au Portugal, mais non en Grèce, où l'endettement financier extérieur a augmenté.

L'investissement direct est la composante la plus importante des entrées de capitaux stables. L'Espagne a longtemps attiré les investissements étrangers, qui pendant la première moitié des années 1980, atteint un total de 8 milliards de dollars. De 1985 à 1989, le montant est cinq fois plus élevé. Au Portugal, l'investissement étranger, quoique plus tardivement, a enregistré une progression aussi spectaculaire au cours des dernières années. Comme nous allons le voir, cette évolution de l'investissement intérieur et étranger est conforme aux prédictions de la théorie telle qu'elle a été exposée plus haut.

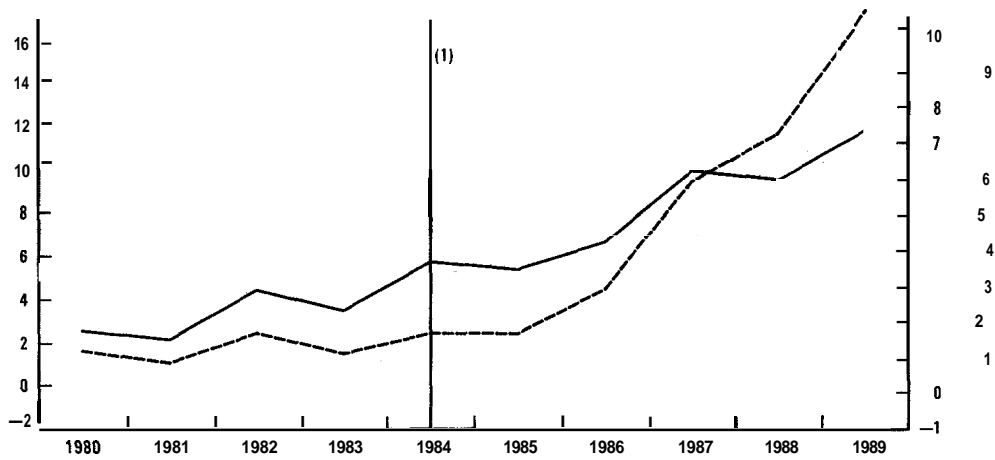
Le taux de rendement effectif du capital, qui constitue un premier facteur de l'investissement, s'est fortement redressé en Espagne et au Portugal (graphique 4). Les conditions de l'offre ont été restaurées pour une bonne part avant l'entrée dans la CEE en Espagne et, dans une moindre mesure, au Portugal. En revanche, en Grèce, l'effet stimulant de l'ouverture des barrières douanières a été annulé par une insuffisante capacité de l'offre. La profitabilité est restée faible.

La libéralisation des marchés financiers, conjuguée à l'amélioration de l'excédent brut d'exploitation, a contribué au redressement de l'investissement. Ainsi, l'accès aux marchés boursiers étant devenu plus aisé, le taux d'endettement financier de l'industrie espagnole a baissé de moitié depuis 1983. Sous l'effet du désendettement et d'une plus grande concurrence entre institutions financières, le coût moyen du passif de l'industrie espagnole a fortement diminué. Une analyse

GRAPHIQUE 4
TAUX DE RENDEMENT EFFECTIF
DU CAPITAL



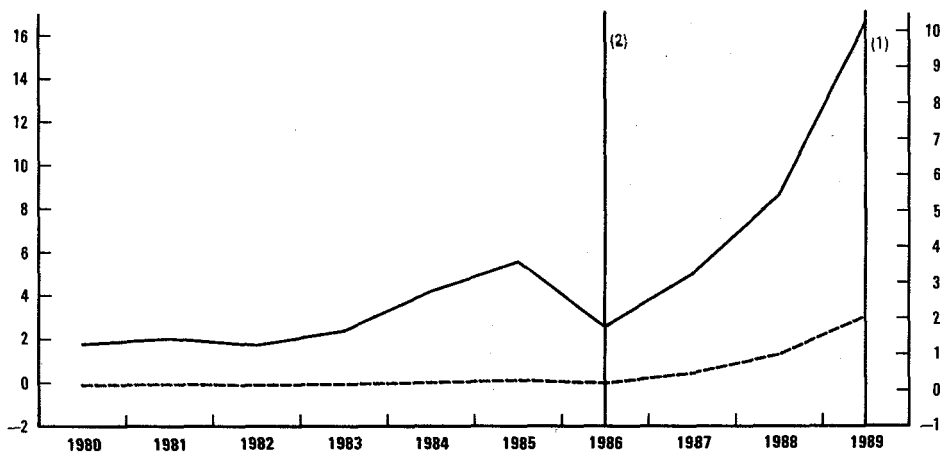
Source : OCDE, Analytical Data Bank.



En % de l'investissement total

B. Portugal

Milliards de dollars



En % de l'investissement total

C. Grèce

Milliards de dollars



1. Réforme du marché du travail. 2. Nouveau code d'investissement.
Source : Secrétariat de l'OCDE.

sectorielle montre qu'il existe une corrélation assez étroite entre structure d'endettement et investissement (Mato, 1990). Les données partielles dont on dispose sur la structure financière de l'industrie portugaise vont dans le même sens. A l'inverse, le taux d'endettement des entreprises grecques est resté très élevé, et les coûts financiers continuent de peser sur l'investissement.

Cependant, le taux élevé de rendement du capital ne peut expliquer, seul, le redressement spectaculaire de l'investissement dans la péninsule ibérique. La confiance des investisseurs a également été renforcée par l'adoption de réformes visant à rendre plus adaptable le volume d'emploi aux conditions de la demande. En effet, comme il apparaît dans le graphique 5, l'augmentation de l'investissement intérieur et étranger s'est accentuée après l'introduction de mesures qui ont rendu l'emploi plus flexible.

De même, l'annonce en 1985 de la création d'un marché unique européen devant être complété en 1992 a joué un rôle clé en renforçant la confiance des investisseurs étrangers. La part de l'investissement étranger en Espagne et au Portugal en provenance des pays de la CEE a pratiquement doublé depuis 1985, avec la réallocation des investissements à l'intérieur de la CEE. La stabilité politique et la paix sociale dans la péninsule ibérique, qui contrastent avec la situation en Grèce, ont également influencé favorablement tant les profits réalisés que les profits anticipés. En Grèce, l'investissement privé a été fortement évincé par l'ampleur du déficit public.

L'évolution des structures de production et des échanges

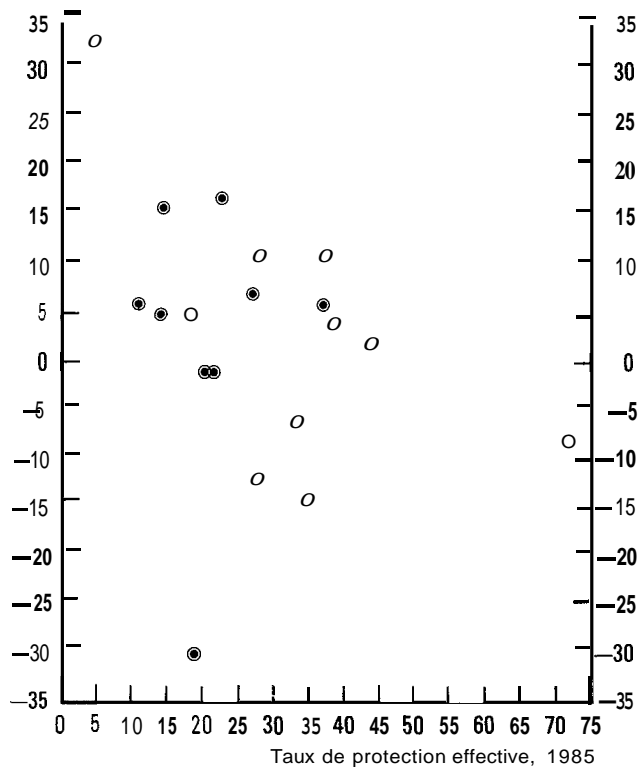
Les réformes structurelles ont stimulé l'investissement en Espagne et au Portugal et ont également provoqué un ajustement vers des structures de production et de commerce international plus profitables pour ces pays. Un tel résultat est conforme à l'idée exposée plus haut selon laquelle le rattrapage est en partie endogène. Ainsi, la levée des barrières douanières s'est accompagnée en Espagne d'un ajustement industriel en fonction des « vrais » avantages comparatifs (graphique 6). En effet, avant 1986 la spécialisation industrielle des économies de la péninsule ibérique était davantage déterminée par la configuration des taux de protection que par les avantages relatifs. Le démantèlement des obstacles douaniers s'est accompagné d'une restructuration des appareils de production en Espagne et au Portugal. En Grèce, la stabilité des structures reflète la persistance de barrières à l'importation.

Comme le montrent les performances à l'exportation, l'évolution des conditions de l'offre est intimement liée aux réformes structurelles. Les pays de la péninsule ibérique ont gagné des parts de marché à l'exportation, et ceci essentiellement parce que: *i)* ces pays ont ajusté leurs structures de production de manière à vendre des produits dont la demande mondiale croissait plus vite ; *ii)* l'orientation géographique des exportations a évolué favorablement ; *et/ou iii)* la

GRAPHIQUE 6

**PROTECTIONNISME ET AVANTAGES
COMPARATIFS RÉVÉLÉS EN ESPAGNE (1)**
(par branche industrielle)

Variation dans les avantages
comparatifs révélés, 1985-89



1. Les avantages comparatifs révélés sont le ratio exportations/importations pour chaque industrie divisé par le ratio exportations/importations pour l'industrie manufacturière totale. Le taux de protection effective est estimé par les autorités nationales selon la méthodologie de Balassa.

Sources : OCDE, informations transmises par les autorités nationales.

compétitivité, la qualité et le marketing des produits exportés se sont améliorés. En revanche en Grèce, des pertes de part de marché ont été enregistrées essentiellement en raison du maintien des barrières protectionnistes jusqu'à une date récente et d'une mauvaise affectation des ressources financières et réelles au détriment du secteur productif.

Le rattrapage

Le revenu par habitant, mesuré en monnaie commune, est souvent utilisé comme indicateur du niveau de vie. Cependant il est important de corriger cet indicateur en fonction des parités de pouvoir d'achat. En effet les taux de change observés ne reflètent pas forcément le niveau relatif des prix des biens et services dans les diverses économies. Il est utile de décomposer la croissance du revenu par tête ainsi corrigé en trois éléments:

- i)* la croissance de la productivité totale des facteurs de production (**TFP**), qui mesure les gains d'efficacité du secteur productif;
- ii)* l'évolution du rapport des inputs (emploi et stock de capital) au nombre d'habitants. Ce rapport reflète plusieurs facteurs, parmi lesquels les variables démographiques, les taux de participation de la population en âge de travailler et le chômage ;
- iii)* l'évolution des termes de l'échange, qui dépend des variations (exogènes) des prix des matières premières ainsi que des changements (endogènes en partie) dans la configuration de la production et du commerce extérieur.

Durant les années 60 et au début des années **70**, l'essor de l'investissement et l'ajustement des structures productives ont fortement stimulé la croissance du revenu dans les trois pays. Les taux d'investissement étaient élevés – de plus de 20 pour cent du **PIB** en moyenne sur la période. La valeur ajoutée dans l'industrie a progressé de plus de **10** pour cent par an. Le niveau d'industrialisation encore relativement faible des trois pays au début de la période a constitué un potentiel important pour une croissance rapide. Le PIB réel s'est accru à un taux annuel de 7 pour cent environ entre **1960** et **1973**, contre 5 pour cent en moyenne pour l'Europe, réduisant l'écart de revenu avec les autres pays. Dans l'ensemble, cette évolution reflète une convergence des niveaux de **TFP**, l'intensité des facteurs contribuant dans une moindre proportion à la croissance (graphique 5).

Un certain nombre de conditions prévalaient dans ces pays, qui furent relativement propices au rattrapage:

- Sur le marché du travail, la mobilité de l'offre de main-d'œuvre était facilitée par la migration massive à l'intérieur des pays vers les régions industrielles et vers l'étranger; en même temps, les coûts de main-d'œuvre ont augmenté faiblement, les droits des travailleurs étant limités. Le faible niveau de scolarisation, par contre, a sans doute constitué un frein à la diffusion du progrès technologique et influencé la spécialisation de l'industrie.
- L'investissement direct étranger était important dans les trois pays, attiré par le faible niveau des coûts de main-d'œuvre, les incitations à l'industrie et le climat politique apparemment stable.

- Une ouverture croissante au commerce extérieur et l'expansion dans le reste de l'Europe ont fait progresser les exportations à un taux annuel proche de 10 pour cent.
- Une épargne intérieure abondante et les remises d'émigrants ont permis de financer l'investissement.
- Ces forces ont modelé l'ajustement des structures de production. L'appareil de production est alors caractérisé par une dualité entre, d'une part, un secteur exportateur constitué de petites et moyennes entreprises, à forte intensité de main-d'œuvre, exposé à la concurrence étrangère et ouvert à l'investissement étranger et d'autre part, un secteur – industrie de base, etc. – soumis aux directives de l'État, fermé à l'investissement étranger et protégé de la concurrence.

Tableau 5. Le processus de rattrapage

Croissance annuelle, pour cent

	1966-73	1973-79	1979-85	1985-89
Espagne				
PIB/habitant	5.8	1.4	-0.1	5.4
TFP	3.3	1.3	2.4	1.9
Inputs par habitant	1.9	-0.1	-1.6	2.5
Termes de l'échange	0.6	0.2	-0.9	1.0
Grèce				
PIB/habitant	8.3	2.9	0.8	0.4
TFP	6.1	2.5	-0.2	0.9
Inputs par habitant	0.4	0	1.0	0.1
Termes de l'échange	1.2	0.4	0	-1.2
Portugal				
PIB/habitant	10.3	0.8	0	6.6
TFP	5.2	-1.9	-0.7	2.9
Inputs par habitant	2.8	4.4	1.5	1.4
Termes de l'échange	2.3	-1.1	-0.8	2.3
OCDE Europe				
PIB/habitant	4.6	2.3	1.0	3.8
TFP	3.1	1.4	1.1	1.6
Inputs par habitant	0.9	0.8	0.3	1.3
Termes de l'échange	0.6	0.1	-0.4	0.9

Note: Le PIB est déflaté par l'indice implicite des prix de la consommation privée. TFP est la productivité totale des facteurs. Les contributions relatives de la TFP et de la variable inputs par habitant sont celles estimées pour le secteur des entreprises.

Sources: OCDE, Comptes nationaux; estimations des auteurs.

Après le premier choc pétrolier, les trois pays ont connu une baisse relative de leur niveau de revenu (tableau 5). La forte progression de l'investissement a fait place à un recul marqué induit pour partie par la baisse des exportations ; dans les trois pays, de surcroît, l'incertitude politique en 1974-75 a créé un environnement défavorable à l'investissement tant domestique qu'étranger. La détérioration des finances publiques, enfin, a pu aussi exercer un effet d'éviction.

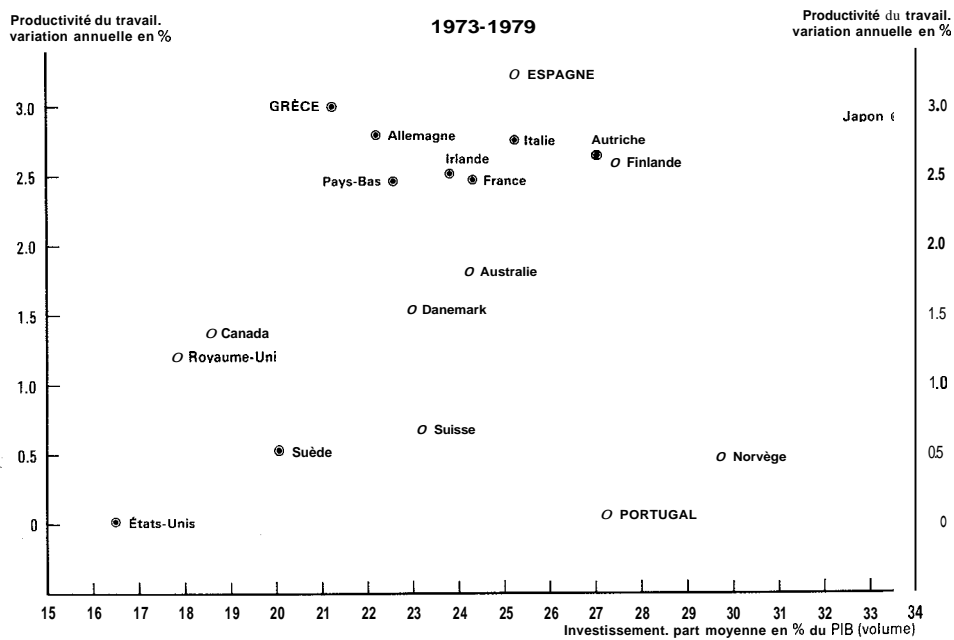
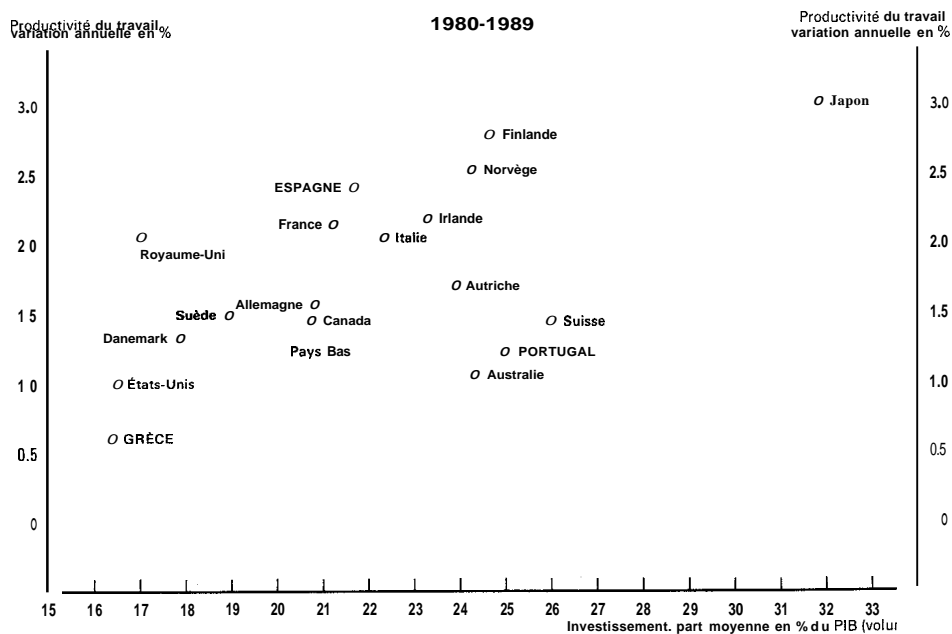
Depuis 1985, le rattrapage a été assez rapide dans les pays de la péninsule ibérique qui ont pratiquement retrouvé le niveau de revenu prévalant au début des années 1970, mais pas en Grèce, où l'écart s'est creusé par rapport aux autres pays de l'OCDE. Une décomposition du revenu par tête relatif montre que, pour l'Espagne, l'augmentation du ratio emploi/population a été le principal facteur de croissance du revenu depuis le milieu des années 1980, la productivité du travail ne s'étant pas accrue sensiblement plus vite que dans les autres pays de l'OCDE. Au Portugal, en revanche, le revenu a progressé essentiellement sous l'effet d'une amélioration de la TFP. Dans le cas de la Grèce, tous les facteurs ont contribué à la baisse relative du revenu par tête.

L'intensité du processus d'investissement dans les pays de la péninsule ibérique a eu un impact positif sur la productivité et le ratio emploi/population, deux composantes du revenu relatif. En Espagne, la productivité dans les secteurs vers lesquels s'est dirigé l'investissement étranger s'est accrue deux fois plus vite que la moyenne nationale. Au niveau agrégé, la progression de la productivité du travail s'est certes ralentie dans la deuxième moitié des années 1980, mais cela est dû au ralentissement du processus de substitution capital/travail, en raison de la modération salariale. La productivité totale des facteurs, qui corrige cet effet de substitution, s'est en fait accélérée depuis 1983-84. Comme le montre le graphique 7, il y a un lien entre productivité et investissement. Au total, en Espagne et au Portugal l'investissement s'est accompagné à la fois d'une forte création d'emplois et d'une amélioration de l'efficacité des systèmes économiques. En revanche en Grèce la faiblesse persistante de l'investissement s'est traduite par une stabilisation de la productivité et du volume d'emploi.

Les différences dans l'évolution des niveaux de vie entre les trois pays s'expliquent en partie par le fait que la levée des barrières à l'importation et des subventions à l'exportation s'est faite rapidement dans la péninsule ibérique. Au contraire, en Grèce, les obstacles au libre-échange ont été démantelés très lentement. Il en a résulté que les pays de la péninsule ibérique ont bénéficié d'une forte amélioration des termes de l'échange immédiatement après leur intégration à la CEE. Cet effet positif a été renforcé par le fait que les barrières tarifaires et les quotas avant l'accession étaient élevés. C'est pourquoi, les effets de ((création de commerce)) ont largement dominé les effets de ((détournement)). La seule exception concerne les produits agricoles pour lesquels les tarifs communautaires sont en moyenne supérieurs à ceux pratiqués par les pays du sud de l'Europe avant leur

GRAPHIQUE 7

PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL ET PART DE L'INVESTISSEMENT



adhésion. En Grèce l'amélioration des termes de l'échange en 1981-82 a été faible. La restructuration des l'offre a renforcé les gains de termes de l'échange dans la péninsule ibérique. En effet, la concentration de la production dans les secteurs les plus performants a engendré des économies d'échelle.

5. Une amélioration lente des infrastructures socio-économiques

L'expérience d'autres pays dans la zone et hors de la zone de l'OCDE (Italie pendant les années 1950, Japon, Malaisie plus récemment) montre que la maximisation des bénéfices de l'investissement intérieur et étranger dépend de la flexibilité des facteurs de production aux modifications des besoins technologiques. De ce point de vue, il apparaît que les pays du sud de l'Europe souffrent encore d'infrastructures insuffisantes. C'est en partie à cause de ces faiblesses que l'investissement étranger s'est concentré autour des deux ou trois villes plus importantes de la péninsule ibérique. Il en a résulté une certaine saturation dans ces villes, en même temps que les déséquilibres régionaux s'accroissent.

L'insuffisance de flexibilité du facteur travail constitue un handicap encore plus important. Comme on l'a vu plus haut, la dérégulation du marché du travail a contribué à attirer des investissements étrangers. Le manque de qualification d'une partie de la main-d'œuvre constitue encore un obstacle à l'adaptabilité du facteur travail aux modifications des besoins de l'économie. Malgré les efforts cofinancés par la CEE, les besoins croissants en main-d'œuvre qualifiée n'ont pas encore été satisfaits de manière adéquate. L'augmentation, continue depuis 1985, du nombre d'offres d'emploi non satisfaites en Espagne et au Portugal en témoigne.

Les dépenses publiques dans ces domaines sont appelées à s'accroître. Le problème pour ces économies est donc de faire face à ces défis tout en évitant une aggravation des déficits publics. Des règles plus strictes de contrôle budgétaire pourraient renforcer l'efficacité des dépenses publiques.

CONCLUSIONS

Les principaux enseignements qui peuvent être tirés de l'analyse des économies d'Europe méridionale sont les suivants :

- i)* L'investissement étranger et l'existence d'un fort potentiel inexploité au début des années 80, notamment une main-d'œuvre abondante et bon marché, expliquent pour l'essentiel la bonne performance économique des pays de la péninsule ibérique.

- ii)* L'ampleur des réformes structurelles a fortement stimulé l'investissement. La dérégulation du marché du travail, notamment avec l'introduction de formes d'embauche plus flexibles, et la levée des barrières à l'entrée de produits importés, suite à l'adhésion à la CEE, constituent les mesures les plus efficaces à cet égard. En revanche, l'insuffisance des infrastructures socio-économiques a freiné le rattrapage.
- iii)* L'expérience de la Grèce montre que les gains de bien-être découlant de l'ouverture des marchés sont d'autant plus faibles que les conditions de l'offre ne sont pas restaurées. En favorisant une plus grande flexibilité des économies et l'adaptation des structures de production, les réformes structurelles permettent une croissance rapide en évitant l'apparition de déséquilibres insoutenables.
- iv)* Le rattrapage n'est donc pas un processus spontané, mais il est fortement dépendant du degré de développement des mécanismes de marché et de la qualité des infrastructures sociales et réelles.

De surcroît, la confiance joue un rôle dans le succès de la réforme structurelle. La définition en Espagne (en 1982) et au Portugal (en 1987) de mesures d'ajustement à moyen terme comprenant à la fois des efforts de correction des déséquilibres macro-économiques (avec notamment une réduction des déficits publics et de l'inflation), et des réformes structurelles a été importante à cet égard. De même l'adhésion à la CEE a permis de créer des anticipations favorables aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des deux pays. Malgré des résultats parfois insuffisants au regard des objectifs, d'importants progrès ont été réalisés dans la réforme structurelle et la correction des déséquilibres macro-économiques,

La poursuite du rattrapage dépendra de la réponse à deux données nouvelles: l'achèvement du marché unique européen et la transition des pays d'Europe de l'Est vers un système de régulation par le marché. Au début des années 90, l'Espagne et le Portugal ont pratiquement absorbé les capacités de production inexploitées et l'intérêt des investisseurs internationaux pour ces marchés risque de s'éteindre au fur et à mesure que de nouvelles possibilités d'investissement rentables apparaissent dans les pays de l'Est. Le rattrapage dans ces deux pays devra donc de plus en plus s'appuyer sur l'épargne intérieure et sur des gains d'efficacité. Dans ce contexte, l'amélioration de la formation de la main-d'œuvre et le développement des infrastructures de communication sont particulièrement importantes. Ces mesures ont inévitablement des répercussions budgétaires. C'est pourquoi il est nécessaire que les autres catégories de dépenses soient davantage maîtrisées. Plus que dans les autres pays de l'OCDE, l'assainissement et l'amélioration de l'efficacité du secteur public constituent, pour ces pays du sud de l'Europe, des tâches cruciales.

NOTES

1. Lorsque la technologie est représentée par une fonction de production à élasticité constante et taux de progrès technique neutre au sens de Harrod, la productivité du travail peut s'écrire :

$$y/L = (b \cdot (t \cdot s') + c \cdot ((k/L) \cdot s')) \cdot (1/s') \quad [11]$$

où y/L représente la productivité du travail, t le taux de progrès technique, k/L l'intensité capitaliste, s' une fonction de l'élasticité de substitution, et b et c des paramètres d'échelle.

Le taux de rendement marginal du capital est obtenu en dérivant la fonction de production par rapport au facteur capital, ce qui donne l'équation suivante:

$$r = c \cdot (b \cdot (t \cdot s') \cdot ((k/L) \cdot s') + c) \cdot s'' \quad [2]$$

où r représente la productivité marginale du capital et s'' une fonction de s l'élasticité de substitution.

L'équation [2] peut s'écrire de manière simplifiée comme suit:

$$r = \phi(t, k/L) \quad [3]$$

avec ϕ_1, ϕ_2 et ϕ_{12} positifs et fonction de l'élasticité de substitution.

2. Il est utile de distinguer les équilibres temporaires, caractérisés par un taux de rendement marginal du capital différent selon les pays, de l'équilibre de long-terme, pour lequel le taux de rendement marginal (et, par voie de conséquence, la croissance potentielle et le revenu par tête) est le même dans tous les pays. Par définition, pendant la phase de rattrapage ne peuvent prévaloir que des équilibres temporaires.
3. Diverses questions structurelles et les principales modifications de politique micro-économique opérées au cours des années récentes en Espagne, en Grèce et au Portugal ont été examinées dans les diverses *Études économiques de l'OCDE*, pour ces pays publiées depuis 1985-86.
4. Tandis que les barrières tarifaires ont été graduellement réduites pour arriver au niveau du tarif extérieur commun en 1986, les taxes spéciales prélevées à l'importation ont augmenté. Au total, on estime que l'ensemble des prélèvements qui frappaient les importations est demeuré stable, à environ 10 pour cent du montant des importations entre 1975 et 1985.
5. Des écarts importants existent parmi les pays européens, et pour les différentes classes d'âge; pour plus de détails voir les données de 1988 dans OCDE, *Perspectives de l'emploi*, 1989, Tableau 2.1.
6. Un code d'investissement plus libéral qu'auparavant a été instauré en 1986. Avant cette date, l'investissement direct étranger n'était autorisé que sous des conditions strictes: augmentation de capital de sociétés où des non-résidents détenaient déjà des participations, à condition de ne pas modifier la part globale de celles-ci; investissements conjointement avec des entreprises publiques portugaises dans certains secteurs; enfin, investissements dans les secteurs jugés prioritaires par les autorités portugaises.

BIBLIOGRAPHIE

- Abramovitz, M. (1986). « Catching up, forging ahead, and falling behind », *Journal of Economic History*, vol. XLVI, n° 2 (juin).
- Bagwati, J. (éd.) (1981), « International trade : selected readings », MIT.
- Balassa, B. (1964), « The purchasing power parity doctrine: a reappraisal », *Journal of Political Economy*, vol. 72, n° 6 (décembre).
- Darwick, S. et D. Nguyen (1989), « OECD comparative economic growth 1950-85 : Catch-up and convergence », *American Economic Review*, vol. 79, n° 5 (décembre).
- Helliwell, J., A. Chung et A. Hansson (1990), ((Tri-polar growth and real exchange rates: How much can be explained by convergence? » présenté au Symposium international d'Osaka (octobre).
- Krueger, A. (1968), ((Factor endowments and per capital income differences among countries », *The Economic Journal*, vol. 78 (septembre).
- Lucas, R. (1990), « Why doesn't capital flow from rich to poor countries ? » *American Economic Review*, Papers and Proceedings, vol. 80, n° 2.
- Mato, G. (1990), « Estructura financiera y actividad real de las empresas industriales », Documento 90-09, FEDEA, Madrid.
- Olson, M. (1982), « The rise and decline of nations », New Haven.